

Association des directions des Cycles d'Orientation (ADCO)-Association des Directeurs d'École Primaire (ADEP)-Association suisse des médecins assistants et chefs de clinique, section fribourgeoise (ASMAF)-Association des agents des services publics de l'Etat de Fribourg (AASP)-Association fribourgeoise des conseillers en orientation (AFCO)-Association fribourgeoise de l'enseignement professionnel (AFEP)-Association Fribourgeoise des Professeurs de l'Enseignement Secondaire Supérieur (AFPESS)-Association de la gendarmerie fribourgeoise (AGF)-Association des Maîtres du Cycle d'Orientation Fribourgeoise Francophone (AMCOFF)-Association des professeurs du conservatoire (APCF)-Association de personnels des hautes écoles fribourgeoises et hautes écoles pédagogique (APHEF-HES-SO)-Service de l'enseignement obligatoire de langue française-Association du personnel de la police de sureté (APPS)-Association du personnel administratif et technique de l'université (APU / VPU)-Section fribourgeoise de l'association suisse des infirmiers et infirmières (ASI)-Formation Fribourg / Bildung Freiburg (FF/BF)-Société Pédagogique Fribourgeoise Francophone (SPFF)-Freiburger LogopädInnenverband (FLV)-Groupement des cantonniers des autoroutes et des routes cantonales-Groupement des Cantonniers des conseillers / conseillères pédagogique du canton de Fribourg-Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg (LDF)-Association du personnel forestier fribourgeois / Freiburger Forstpersonal (APFF/FFP)-Association Fribourgeoise des Contrôleurs des Viandes non Vétérinaires (AFCVNV)

Communiqué de presse du 16 octobre 2025

Plan d'assainissement des finances cantonales (PAFE) : la FEDE soutient le référendum lancé par le PS

Après consultation de ses instances (Bureau et Comité), la FEDE – Fédération des associations du personnel du service public du canton de Fribourg – a décidé de soutenir le référendum lancé par le Parti socialiste fribourgeois contre le Programme d'assainissement des finances de l'État (PAFE), récemment adopté par le Grand Conseil.

Une large majorité des associations membres de la faîtière a exprimé son appui à cette démarche, en mesurant pleinement les enjeux, notamment ceux liés aux nouveaux postes prévus dans le budget 2026. Le mécontentement suscité par l'effort disproportionné exigé du personnel de l'État, sans remise en question des baisses fiscales accordées ces dernières années, a renforcé la conviction de nombreuses associations.

L'annonce du Conseil d'État de mettre en œuvre des mesures structurelles dès 2027 fait craindre une détérioration progressive des conditions-cadres de travail.

Ce programme d'économies menace l'essence même du service public : garantir à toutes et tous un accès équitable à des prestations de qualité, dans le respect des personnes qui les assurent. La FEDE rappelle que les collaboratrices et collaborateurs de l'État sont les piliers de la cohésion sociale et du bon fonctionnement des institutions.

Au final, c'est l'ensemble de la population – en particulier celles et ceux qui dépendent le plus des services publics – qui pâtira de telles mesures d'austérité.

À cet égard, c'est bien la vision du rôle de l'État que les associations membres de la FEDE entendent défendre à travers ce référendum.

La FEDE appelle ses membres à se mobiliser pour défendre un service public fort, solidaire et respectueux des engagements envers la population fribourgeoise. Elle soutient pleinement la démarche référendaire et participera activement à la récolte de signatures.

Pour la FEDE,

Isabelle Castella, Présidente 078/225 28 36